

# Le pluralisme est mort, vive le pluralisme !

**Nicolas Postel,**

maître de conférences en économie à l'université de Lille 1 et  
chercheur au Centre lillois d'études et de recherches sociologiques  
et économiques (Clersé) <sup>[1]</sup>.

**[1]** L'auteur, un des initiateurs de l'Association française d'économie politique (Afep), toujours membre de son conseil d'administration, s'exprime ici à titre strictement personnel et ses analyses n'engagent pas l'Afep. Je tiens par ailleurs à remercier Richard Sobel et Florence Jany-Catrice qui ont accepté de relire et amender des versions antérieures de ce texte.

UNE DES CARACTÉRISTIQUES DE NOTRE SOCIÉTÉ EST D'AVOIR laissé l'économique envahir l'espace public et politique. Et, de fait, les questions économiques dominent très largement l'actualité politique et sociale. Or, la manière dont ces questions se formulent, les réponses qu'on y apporte, les thèmes qui traversent le débat public sont directement liés à des questions de recherche, des débats théoriques entre économistes. Leurs représentations et leurs préconisations ont, par le passé, transformé très profondément le réel et le transforment aujourd'hui encore. La façon dont on « fabrique » les économistes est pour cette raison une question d'ordre public. Question d'autant plus importante que l'économie va mal, un malaise suscité par la crise qui a démontré aux yeux de tous l'inadéquation des modèles économiques et des préconisations que l'on a pu en tirer. Ce que nous vivons chaque jour prouve qu'il est urgent de s'intéresser à ce qui se passe dans l'univers trop souvent clos des économistes.

Cet univers n'est pas *a priori* monolithique. L'analyse économique a toujours été traversée par des controverses, souvent

fécondes, sur la manière d'appréhender le fait économique. Pourtant, nombreux sont les économistes à considérer que les conditions d'un tel débat ne sont aujourd'hui plus réunies, un seul paradigme étant en situation de se reproduire, le paradigme que l'on qualifie en règle générale de « néo-classique ». Autrement dit : le champ des économistes est en cours de normalisation, d'unification, sur des bases épistémologiques qui sont l'exclusive d'un seul courant... dont la capacité explicative a plutôt fait défaut lors de la crise.

La création récente de l'Association française d'économie politique (Afep), initiative sans doute tardive mais qui a rencontré un fort écho en raison même de l'urgence de la situation, entend précisément bloquer ce processus de normalisation, imposer les conditions du pluralisme chez les économistes, et ainsi préserver les chances d'un débat public qui ne soit pas systématiquement marqué par la pensée unique des économistes. Il en va, pensons-nous, de la bonne santé de notre démocratie : ce n'est pas qu'une question « interne » à la petite communauté des économistes.

Cet article comprend trois temps. Dans le premier, nous montrons qu'il existe, au moins, deux paradigmes concurrents d'analyse de l'économie : l'un, que nous qualifierons d'institutionnaliste, situe l'économie dans les sciences sociales ; l'autre, que nous qualifierons de formel, considère que les questions économiques relèvent davantage d'une branche de la logique. Il est tout à fait évident que, selon l'un ou l'autre de ces deux paradigmes, les critères d'excellence divergent... La seconde partie explique, en se penchant sur le mécanisme de production des économistes en France, comment, progressivement, le paradigme formel s'est mis en situation d'étouffer l'autre. Nous montrons, dans un dernier temps, que, paradoxalement, cette situation de quasi-monopole intellectuel se met en place au moment même où ce paradigme dominant semble entrer dans une phase de rendement décroissant du point de vue de sa capacité explicative.

## **La diversité paradigmatique des sciences économiques**

Nous présentons à grands traits dans cette première partie deux grands paradigmes qui s'opposent : le paradigme formel et le paradigme institutionnaliste. Cette distinction n'est pas la seule



[2] Terminologie empruntée à Karl Polanyi. Pour de plus amples détails, voir Postel et Sobel [2008].

possible, et nous ne souhaitons certes pas ici faire croire à l'existence d'une opposition exclusive entre ces deux courants. Par ailleurs, cette opposition n'exclut nullement des points d'accord ou des coopérations théoriques. Mais l'existence même de cette opposition suffit à montrer qu'il est illusoire de vouloir bâtir une science économique « moniste » qui reposerait sur un seul paradigme qui ferait « consensus ». Pour les identifier, nous partons de leurs deux définitions divergentes de ce qu'est l'objet de l'économie : la définition « formelle » et la définition « substantive » [2].

### L'approche formelle

L'approche formelle est formulée de la manière la plus concise par Lionel Robbins : « *la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre des fins et des moyens rares qui ont des usages alternatifs* » [Robbins, 1947, p. 15]. Cette approche est progressivement devenue la définition dominante de la science économique. Son histoire est celle d'une réduction progressive de l'analyse au comportement d'un *homo oeconomicus* à partir de la révolution marginaliste (Jevons, Walras, Menger). Celle-ci extrait l'homme économique des rapports sociaux de production qui le surdéterminaient dans l'école dite « classique », laquelle concevait l'économie comme l'« *exposition de la manière dont se forment, se distribuent ou se consomment les richesses* » [Say, 1803]. Elle donnait donc une place centrale à la production des richesses qui se lit dans la « théorie de la valeur travail », c'est-à-dire dans une conception de la valeur qui place la production en amont de l'échange et donne une priorité aux rapports productifs sur les rapports d'échange marchand.

La révolution marginaliste va se nourrir des apories de la théorie de la valeur travail pour proposer une autre théorie de la valeur, celle de la valeur « utilité », fondée sur l'utilité subjective associée à la consommation des biens. Avec l'émergence de la théorie qui se verra désormais qualifiée de « néo-classique », la production n'est plus première, la société (ou plus précisément la division sociale du travail) n'est plus le siège de la valeur, seul compte l'individu saisi à travers les rapports marchands qu'il noue. C'est pourquoi l'économique, au fond, se confond avec le calcul rationnel.

Cette définition est à la fois restrictive, du point de vue de l'ensemble du processus économique et très extensive dès lors qu'elle permet de placer dans le giron de l'économie l'ensemble

des calculs rationnels, qu'ils se situent dans le cadre de la production-distribution de richesse ou non : Gary Becker l'appliquera au mariage et aux choix éducatifs, ses héritiers récents de la « *Freakonomics* » [Levitt et Dubner, 2005] montrant que son application n'a en fait guère de limite. Cette approche, formelle, ne se donne pas en revanche comme objectif de traiter des questions sociohistoriques qui se posent dans le mode de production capitaliste. Son analyse se situe à un niveau d'abstraction qui suppose un individu hors société et hors histoire. En ce sens, elle ne se situe pas dans les sciences sociales, mais davantage dans une certaine proximité avec la logique.

Elle a produit ses principaux résultats dans le cadre de ce que l'on qualifie en général de « théorie de l'équilibre général » (Walras, Arrow, Debreu). Ce cadre d'analyse permet en effet de situer l'approche formelle dans un cadre précis, celui d'un système de marché en concurrence pure et parfaite. Dans ce cadre, l'abstraction revenant à considérer que l'acteur économique agit comme s'il n'était qu'un *homo oeconomicus* prend un sens. Le couple « *homo oeconomicus*-marché en concurrence pure et parfaite » formait donc un tout cohérent. L'objectif, légitime, de démontrer dans le cadre walrassien l'existence d'une loi de l'offre et de la demande a cependant dû être abandonné dans les années 1970, dès lors que simultanément Sonnenschein, Mantel et Debreu ont indiqué que la définition microéconomique des fonctions de demande individuelles ne permettait pas d'extrapoler de manière suffisamment précise sur le fonctionnement des fonctions de demande agrégées et que le processus de tâtonnement vers un équilibre général de marché était pour cette raison fondamentalement indéterminé [Mouchot, 1996].

**AVEC L'ÉMERGENCE DE LA THÉORIE  
QUI SE VERRA DÉSORMAIS QUALIFIÉE DE  
« NÉO-CLASSIQUE », LA SOCIÉTÉ N'EST  
PLUS LE SIÈGE DE LA VALEUR, SEUL COMPTE  
L'INDIVIDU SAISI À TRAVERS LES RAPPORTS  
MARCHANDS QU'IL NOUE.**

A partir des années 1970, cette approche qui entre dans les questions économiques par la rationalité se voit obligée de se réformer, et elle le fera à travers la thématique de l'économie des contrats et de la relation d'agence. Elle choisit ainsi d'évoluer, non pas en revenant sur la représentation de ce qui fait le cœur de son approche, l'étude du comportement d'un individu rationnel, mais en modifiant sa représentation du fonctionnement



[3] Plus récemment, une nouvelle branche de l'analyse formelle s'est développée, l'économie expérimentale, à partir d'expérimentations bâties en laboratoire dans l'objectif de tester la validité des prédictions microéconomique traditionnelles. Les résultats de cette approche questionnent fréquemment la pertinence des hypothèses utilisées traditionnellement par l'approche formelle en faisant apparaître que les relations causales qu'elle postule sont rarement vérifiées sur le terrain.

du marché. Sa méthodologie consiste alors, d'une part, à se donner une représentation du fonctionnement de l'économie fondée sur une relation bilatérale entre individus dont la forme archétypale est l'échange marchand, et d'autre part, à forger des outils permettant de modéliser cette relation (outils issus de la théorie des jeux notamment) et à tester ces résultats à partir de données économétriques.

Au niveau macroéconomique, cette approche formelle a progressivement intégré la révolution keynésienne en l'interprétant comme la mise en évidence d'un dysfonctionnement du marché explicable, au niveau microéconomique, par des asymétries d'information permettant des comportements opportunistes non régulés et sujets à des conséquences macroéconomiques désastreuses : écart des marchés par rapport à leur fonctionnement efficient, équilibres multiples dont certains s'avèrent sous-optimaux, rentes de situation exploitées par des agents à la suite de régulations publiques bien intentionnées mais aux effets pervers déstabilisants (salaire minimum, protection sociale « désincitatrice », droit du travail très protecteur, ou bien encore règles prudentielles insuffisantes pour assurer une bonne régulation des marchés financiers...).

Sur le plan théorique, le pari de l'approche formelle est de parvenir à expliquer les grandes questions collectives à partir du seul fondement microéconomique, caractérisé par l'analyse du comportement de l'*homo oeconomicus*. Sa méthode, hypothético-déductive, consiste à modéliser le comportement de cet agent (rendu prévisible par la nature « mécanique » de ses choix toujours exclusivement guidés par l'efficacité) et à tester la pertinence des conclusions de cette modélisation à l'aide de données économétriques disponibles en ligne [3].

### L'approche institutionnaliste

L'approche institutionnaliste conserve des classiques l'idée selon laquelle le processus économique est d'abord fondé sur les rapports sociaux de production. Polanyi propose une définition large de cette conception de l'économique : « *procès institutionnalisé d'interaction entre l'homme et son environnement qui se traduit par la fourniture continue des moyens matériels permettant la satisfaction des besoins* » [Polanyi, 1957, p. 242]. Cette définition met l'accent sur la nature institutionnelle de la relation qu'entretient l'homme à son environnement, et d'abord

sur la question de la production (fourniture continue de ressources). Avec cette conception, il s'agit alors de saisir quelles institutions particulières régissent le système économique étudié, quelle est la logique de leur fonctionnement et de leur évolution, quelle est la forme de leur insertion dans la société. Cela peut sembler une question fort générale, mais elle peut être assez facilement ramenée à des propositions plus raisonnables si, modestement, on se propose d'étudier un système particulier, historiquement borné et avec des déclinaisons régionales précises : les systèmes productifs dominés par le mode de production capitaliste [4].

Dans le cadre de cette approche institutionnaliste, il est admis que le trait caractéristique du capitalisme est la domination de la logique du capital sur celle des autres modes de production (terre et travail), ce qui prend la forme de ce que l'on qualifie de rapport salarial. Seconde caractéristique inhérente à ce mode de production : il suppose l'existence de la monnaie, et celle-ci « compte » au sens où il est impossible d'en faire abstraction. On reconnaît là, bien sûr, les apports de Marx et de Keynes. Dans cette « économie monétaire capitaliste de production » (par opposition à l'économie réelle d'échange étudiée par l'approche formelle [cf. Postel et Sobel, 2009]), le fait premier n'est pas la liberté des individus d'agir rationnellement mais le fait que leur comportement et l'effet de leurs choix soient surdéterminés par des contraintes macroéconomiques. Il s'agit alors non pas de saisir la logique du processus économique depuis le comportement rationnel des individus économiques mais bien de comprendre comment les institutions du capitalisme contraignent les acteurs sociaux, d'identifier ce que ces différents acteurs ont comme marge de manœuvre, et d'en déduire l'évolution possible du système économique. Le travail de l'économiste consiste donc, dans ce second paradigme, à saisir la logique du jeu subtil entre les structures institutionnelles de ce système et le jeu des acteurs. Il se situe ainsi d'emblée dans le champ des sciences sociales et prête une attention particulière aux aspects concrets, historiques, juridiques du fonctionnement de l'économie.

**[4]** Dans lesquels, donc, l'activité de production capitaliste domine, même si elle n'est pas exclusive (la somme des productions domestique, publique et associative formant dans les économies mixtes une part quantitativement presque aussi importante de la production).

**SUR LE PLAN THÉORIQUE,  
LE PARI DE L'APPROCHE FORMELLE  
EST DE PARVENIR À EXPLIQUER  
LES GRANDES QUESTIONS COLLECTIVES  
À PARTIR DU SEUL FONDEMENT  
MICROÉCONOMIQUE, CARACTÉRISÉ  
PAR L'ANALYSE DU COMPORTEMENT  
DE L'HOMO OECONOMICUS.**



Le mode de problématisation et de modélisation prend dans cette approche une forme bien différente de celle qu'elle avait dans l'approche formelle. Cette dernière modélise des relations situées en dehors du temps historique. C'est une représentation fondée uniquement sur des rapports de causalité logique. En revanche, l'approche institutionnaliste se doit de maîtriser la nature historique particulière de ce qu'elle cherche à modéliser. Elle est donc toujours historiquement, géographiquement, institutionnellement située, et ne vise pas un niveau de généralité supérieur. Ses modèles ne visent pas l'énoncé de lois générales, mais l'explicitation de relations causales particulières à une organisation précise et réversible d'un système social donné.

Dès lors, la modélisation qui ressort de ce travail et qui prend très fréquemment une forme mathématique (par exemple dans le cadre des modèles post-keynésiens) revendique une validité explicitement limitée au cadre sociohistorique étudié. Elle a en ce sens un objectif et une ambition bien différents de la modélisation dans le paradigme formel. Le travail scientifique proprement dit ne repose pas ici sur l'identification, par l'étude logique, de relations de causalité qui émergent du travail logico-mathématique, mais de l'étude sociohistorique des caractéristiques pertinentes de la situation étudiée. Le travail mathématique sert alors de facilité d'exposition, de conceptualisation en amont ; il n'est pas en soi considéré comme permettant de faire apparaître du nouveau. Car le cœur des relations étudiées est considéré comme étant de nature sociale (ce qui suppose toute une série de restrictions historiques et spatiales), et non pas logique (ce qui supposerait l'identification d'universaux). La modélisation et l'emploi des techniques mathématiques sont donc tout aussi familiers dans le courant « institutionnaliste » que dans le courant « formel » mais n'occupent pas la même place.

Cela suppose, également, un rapport différent à l'empirie. Les données ne servent en effet pas seulement de validation-réfutation *ex post*, mais bel et bien de construction de représentations abstraites les plus proches possible de la réalité étudiée. Cela explique que les institutionnalistes apportent souvent un soin particulier à la construction des données, mobilisant à l'occasion des techniques de recherche empirique propres aux sciences sociales (enquêtes de terrain, entretiens, études de l'histoire, etc.). Si la modélisation fait souvent partie intégrante du travail de l'économiste institutionnaliste, il s'agit ainsi d'une

modélisation sous le contrôle de l'histoire et des spécificités institutionnelles du terrain étudié, qui n'attrape donc en elle-même aucun résultat « universel ». De même, une large part du travail de l'économiste consiste à saisir ce qui change dans les institutions étudiées et ce qui légitime ces institutions ; ce travail de compréhension requiert une très forte investigation conceptuelle, philosophique, qui, dans une approche formelle, n'a que très peu de sens.

Ce dernier point explique le fort compagnonnage existant entre approche institutionnaliste et histoire de la pensée. L'histoire d'une discipline est toujours importante du point de vue de l'érudition, mais elle ne devient vraiment centrale que lorsque cette discipline ne se vit pas comme cumulative mais repose au contraire, dans des contextes intellectuels et politiques différents, des questions de fond identiques et récurrentes. En économie institutionnaliste, la question de la justice sociale, du chômage, des inégalités, de l'encastrement social et environnemental du capitalisme sont des questions permanentes auxquelles tous les grands auteurs se sont confrontés. Chacun d'entre eux a produit des éléments de réponse importants qui nourrissent les réflexions actuelles (il en va ainsi de Ricardo pour les questions de limites environnementales à la croissance, de Keynes pour les questions de chômage lié à la financiarisation, de Marx comme analyste de la dynamique du capital...). En ce sens les grands textes ne se périment pas, et leur fréquentation constitue un véritable levier théorique permettant d'analyser le monde contemporain, même si elle n'est jamais directement applicable dans un univers social qui a changé. L'épistémologie, la philosophie économique et le travail en histoire de la pensée ont donc une place importante dans le processus de recherche et de réflexion conceptuelles.

**DANS LE PARADIGME INSTITUTIONNALISTE, LE TRAVAIL SCIENTIFIQUE PROPREMENT DIT NE REPOSE PAS SUR L'IDENTIFICATION DE RELATIONS DE CAUSALITÉ QUI ÉMERGENT DU TRAVAIL LOGICO-MATHÉMATIQUE, MAIS DE L'ÉTUDE SOCIOHISTORIQUE DES CARACTÉRISTIQUES PERTINENTES DE LA SITUATION ÉTUDIÉE.**

Ces caractéristiques du travail de l'économiste institutionnaliste sont bien résumées par Keynes : « *Le maître en économie doit posséder une rare combinaison de qualités. [...] Il doit être mathématicien, historien, homme d'Etat, philosophe, dans une certaine mesure. Il doit comprendre les symboles et s'exprimer*





*avec des mots. Il doit observer le particulier d'un point de vue général et atteindre le concret et l'abstrait du même élan de pensée. Il doit étudier le présent à la lumière du passé et dans la perspective du futur. Rien de la nature et des institutions de l'homme ne doit lui être étranger* » [Keynes, 1933, p. 173-174].

Le portrait que dresse Keynes des « qualités » d'un économiste ne correspond pas aux standards de l'approche formelle.

La maîtrise de l'histoire et de la philosophie comme facettes des qualités de l'économiste ne prend en effet sens que dans le cadre de ce que nous avons ici qualifié d'approche institutionnaliste. La différence d'approche conceptuelle, qui part d'une représentation différente de l'objet de l'économiste et se poursuit par une différence de méthode de conceptualisation

et de validation empirique, se conclut donc logiquement par l'existence de critères différents d'appréciation de ce qu'est un bon économiste ou un bon travail d'économiste...

**ENVIRON UN DOCTEUR EN SCIENCES  
ÉCONOMIQUES SUR QUATRE  
DEVIENT EFFECTIVEMENT ENSEIGNANT  
ET/OU CHERCHEUR  
EN SCIENCES ÉCONOMIQUES.**

### Unification et normalisation

Ces deux paradigmes ont, comme d'autres, coexisté au sein des sciences économiques. C'est une richesse du point de vue d'une science sociale de l'économie qui s'enrichit du débat en son sein et fonctionne à partir de controverses polémiques entre ces deux pôles. C'est une richesse du point de vue du chercheur « pragmatique » qui souhaiterait, en fonction du problème qu'il rencontre, pouvoir puiser dans l'une ou l'autre des manières de faire. Mais c'est une faiblesse du point de vue des tenants d'une science « normale » qui, sur le modèle (ou sur la représentation que l'on s'en fait <sup>[5]</sup>) des sciences dites « dures » (en fait logico-formelles ou naturelles), souhaiteraient uniformiser le discours des sciences économiques et faire en sorte qu'un seul paradigme s'impose. C'est surtout, bien sûr, un problème pour ceux des chercheurs qui voudraient gagner en poids politique dans la cité en pouvant s'exprimer « au nom des économistes ».

Les forces existent donc au sein de l'économie pour tenter de normaliser le discours économique et produire « une » science normale et monolithique... Une uniformisation qui ne se perçoit que par le succès d'un seul paradigme sur tous les autres. En

[5] Ainsi, la physique est divisée depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle en deux paradigmes incompatibles : la relativité générale et la physique quantique.

effet, bien que des points de convergence temporaires puissent exister entre ces deux paradigmes <sup>[6]</sup>, ils s'opposent dans leur dynamique propre, dans leurs méthodes et dans leurs questions. Il est donc parfaitement illusoire de penser qu'ils pourraient se superposer, s'accorder, se réunir. L'unification suppose que l'un élimine l'autre.

C'est ce risque que court aujourd'hui la réflexion économique française. Pour le comprendre, il faut prendre le temps de se pencher sur la « fabrication » des économistes et son évolution récente vers moins de pluralisme.

## La progressive fermeture du champ des sciences économiques

### Les instances de certification françaises

En France, être « économiste » suppose de disposer d'une thèse de doctorat dont le jury, en plus du directeur de thèse, doit comprendre au moins un président de jury et deux rapporteurs extérieurs à la faculté d'origine du candidat. La moitié des membres du jury, dont le président, doivent être « *professeurs d'université ou assimilés* » <sup>[7]</sup>. Pour entreprendre une thèse, il faut nécessairement être inscrit dans ce diplôme sous la responsabilité d'un directeur de thèse, qui doit être « *habilité à diriger des recherches* ». Les professeurs d'université le sont automatiquement. Une fois titulaire du doctorat, la procédure pour devenir enseignant-chercheur se joue en deux temps : il faut d'abord passer le concours national pour obtenir la qualification auprès du Centre national des universités (CNU), puis candidater à un des postes publiés au *Journal officiel* sur la base des demandes des différentes universités et des arbitrages rendus par le ministère <sup>[8]</sup>. On peut, comme ordre de grandeur, se représenter les choses de la manière suivante : sur la moyenne de ces dernières années, le « stock des docteurs qualifiés aux fonctions de maîtres de conférences » est de l'ordre de 150, et le nombre de postes de l'ordre



**[6]** Ainsi, aujourd'hui, les travaux néo-institutionnalistes (dont Oliver Williamson est emblématique) sont sans doute à la jonction de ces deux paradigmes, tout comme l'ont peut-être été, un temps, les travaux de Paul Samuelson.

**[7]** Arrêté du 7 août 2006. Il existe deux types de statut des universitaires qui sont enseignants-chercheurs : maître de conférences et professeur.

**[8]** Pour devenir chercheur, la procédure est différente : il faut passer le concours

d'entrée au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), afin de devenir « chargé de recherche ». En France, la section CNRS dont dépendent les économistes est la section 37, qui regroupe économistes et gestionnaires (elle s'intitule « économie et société »). Le nombre

de postes ouverts chaque année est très faible (pour le concours d'entrée au premier échelon, qui s'adresse aux jeunes docteurs : 2 en 2009, 3 en 2010, 5 en 2011). C'est donc une voie très étroite qui légitime que nous nous concentrons sur le cas des « enseignants-chercheurs ».

**[9]** La qualification est obtenue pour quatre ans, ce qui bien évidemment crée un phénomène de file d'attente.

**[10]** Pour 686 docteurs en économie et gestion en 2007, dans un secteur (droit-économie-gestion) qui est stable selon les derniers indicateurs (« L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche en France », n° 4, déc. 2010, disponible sur [www.enseignementsup-recherche.gouv.fr](http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr)).

de 80 <sup>[9]</sup>. On peut par ailleurs estimer que le nombre de docteurs en économie est de l'ordre de 300 en moyenne <sup>[10]</sup>. Ainsi, on peut retenir comme une bonne approximation qu'environ un docteur en sciences économiques sur quatre devient effectivement enseignant et/ou chercheur en sciences économiques.

Une instance s'avère centrale durant le parcours de l'enseignant-chercheur : le Conseil national des universités. Cette instance joue au fond le rôle de certification finale de ce qu'est un économiste, à titre individuel. Mais cette instance n'est pas seule, elle s'inspire fortement de ce que pense le CNRS, qui édite en particulier tous les quatre ans une liste des revues reconnues comme « scientifiques » dans le champ de la section 37 (économie-gestion) et qui tous les quatre ans est appelé à contracter ou pas avec les universités pour reconnaître quels laboratoires méritent d'avoir le label CNRS (et en particulier de devenir « unité mixte de recherche », stade de reconnaissance le plus élevé). Enfin, le CNU est aujourd'hui également épaulé (ou concurrencé) par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Aeres), qui elle-même « évalue » les laboratoires et les diplômes délivrés par les universités, proposant elle aussi une liste de revues scientifiques délimitant un champ de scientificité.

### Le fonctionnement concret de ces instances

L'identification de ces structures est un peu fastidieuse, mais la réalité de leur fonctionnement en économie facilite l'exposé de la mécanique reproductive de l'économiste. Deux éléments, en effet, sont déterminants et permettent d'aller à l'essentiel : le poids des professeurs dans cette structure et le poids du critère de publication fondé sur la fameuse liste CNRS.

Le titre de professeur (ou son équivalent au CNRS : « directeur de recherche ») dans l'enseignement supérieur est un véritable gage de pouvoir dans l'ensemble des structures qui forment un chercheur, en économie comme dans les autres champs disciplinaires. Pour obtenir l'habilitation d'un master, pour diriger un laboratoire, pour encadrer efficacement une thèse, pour peser dans les structures d'évaluation, il faut en effet être professeur c'est-à-dire, dans le jargon universitaire, « de rang A » par opposition au « rang B » que sont les « chargés de recherche » ou « maîtres de conférences » (anciens « maîtres assistants »). Il n'est pas ici le sujet de discuter la légitimité de ce poids inégal, mais il est en revanche évident que, si l'administration française

juge utile de distinguer parmi les enseignants-chercheurs ceux qui méritent le titre de professeur (et une carrière salariale plus enviable à la clé) des autres, c'est qu'elle compte sur eux pour devenir des « cadres du système ». Et c'est bien le cas en effet. Une école de pensée, un laboratoire, une équipe de recherche n'a donc strictement aucune chance de se maintenir à long terme si elle ne parvient pas à « produire » des professeurs. Sans eux, impossible d'encadrer des thèses, de construire des masters, de constituer des jurys de thèse et par voie de conséquence d'apparaître comme une composante sérieuse et d'avenir de la recherche. Le « flux » de professeurs représente ainsi au temps  $t$  un indicateur essentiel de la vitalité d'un courant de pensée au temps  $t+1$ . Lorsque ce flux se tarit, la fin est proche : le courant de pensée peut vivoter encore quelques dizaines d'années le temps que les « rangs B » finissent leur carrière de déclassés de l'enseignement supérieur et de la recherche.

On ne devient professeur que si l'on est considéré comme un excellent chercheur. Les tâches administratives et pédagogiques sont en effet très peu prises en compte dans le passage du grade de maître de conférences à celui de professeur. Par divers biais extérieurs au champ de l'économie, l'évaluation de la recherche s'est tournée ces derniers temps vers l'approche dite « bibliométrique », qui revient à ne considérer comme production de recherche que les articles publiés dans des revues jugées scientifiques (au détriment donc des autres supports : livres, rapports de recherche, autres articles...) et à mesurer la valeur de cette recherche en fonction de la qualité supposée de la revue. C'est ici qu'intervient le rôle – central – du classement des revues par le CNRS et l'Aeres.

Ces deux instances procèdent différemment et de manière complémentaire. L'Aeres classe les revues du secteur sciences humaines et sociales dans une optique de délimitation d'un « périmètre de scientificité ». Son classement recense donc les revues jugées par la communauté des chercheurs comme étant « scientifiques ». Cela se fait en économie, depuis 2010, de manière consensuelle en prenant comme base le classement EconLit du *Journal of Economic Literature*, qui recense l'ensemble

**ON NE DEVIENT PROFESSEUR  
QUE SI L'ON EST CONSIDÉRÉ COMME  
UN EXCELLENT CHERCHEUR. LES TÂCHES  
ADMINISTRATIVES ET PÉDAGOGIQUES  
SONT EN EFFET TRÈS PEU PRISES EN COMPTE  
DANS LE PASSAGE DU GRADE DE MAÎTRE  
DE CONFÉRENCES À CELUI DE PROFESSEUR.**



des publications scientifiques dans le monde. Ce classement Aeres agit en quelque sorte comme une certification de ce qui est du ressort du champ. Il sert principalement de critère pour déterminer l'activité « normale » d'un chercheur sans se prononcer sur la qualité de sa production scientifique.

Cependant, en économie, le livret des évaluateurs Aeres indique qu'il est légitime de mobiliser un classement un peu plus fin, celui du CNRS, pour affiner l'évaluation du travail d'un chercheur ou d'une équipe de recherche. L'exercice est cette fois différent puisqu'il ne s'agit plus d'évaluer ce qu'est ou pas la recherche mais de tenter de mesurer le « niveau d'excellence » de cette recherche. Le classement CNRS des revues scientifiques est donc au fond désigné comme le seul véritable classement de l'excellence scientifique. Celui-ci répertorie les revues par niveau de qualité (actuellement quatre niveaux) à partir d'un travail collectif des responsables de la section. Un des critères déterminants de ces classements est l'« *impact factor* » des revues, c'est-à-dire leur « popularité » dans la communauté scientifique, mesurée à partir du nombre de citations dans le périmètre scientifique. Beaucoup a été dit sur les « biais » de cette méthode qui agit à la manière des bulles spéculatives (de nombreuses revues publient des articles qui se nourrissent des travaux de la revue où ils publient...). Nous n'y revenons pas ici, mais constatons simplement un fait avéré : aucune revue relevant du paradigme institutionnaliste n'apparaît dans le premier rang, et extrêmement peu dans le deuxième... Ces deux premiers rangs qui définissent l'excellence sont donc presque exclusivement constitués de revues anglo-saxonnes et de revues appartenant au *mainstream* (qualifié dans cet article d'approche formelle).

En clair, les travaux issus de l'approche ici qualifiée d'institutionnaliste sont de fait rayés de l'excellence scientifique <sup>[11]</sup>. L'effet est immédiat : les laboratoires qui abritent ce type de recherche se trouvent pointés du doigt comme manquant d'excellence, les diplômes portés par des enseignants-chercheurs engagés dans l'approche institutionnaliste sont considérés comme scientifiquement fragiles, et, *last but not least*, il devient difficile de faire valoir sa légitimité à devenir professeur lorsqu'on choisit de suivre cette approche. Cette fameuse liste grave donc dans le marbre un rapport de force sans rapport avec la pertinence scientifique, qui ensuite s'autovalide : les chercheurs « ambitieux » vont en effet tout faire pour publier dans les revues cotées... c'est-à-dire dans

[11] Précisons que nul n'est besoin de recourir à la théorie du complot pour comprendre ce qui n'est qu'un effet mécanique de la domination du champ par une approche plutôt que par d'autres. Ce qui est problématique est que l'institution amplifie cette domination en établissant un classement qui transforme le courant dominant en « excellent », et en rétrogradant les autres courants à des places subalternes.

les revues proposant une approche formelle de l'économie. C'est le cœur d'un mécanisme autostabilisateur.

On doit toutefois s'étonner qu'une telle domination se soit mise en place sans plus de réactions des chercheurs. On imagine en effet qu'une communauté scientifique hétérogène produit un classement à son image. D'où vient donc cette déformation ? Il faut aller la chercher sans aucun doute du côté d'une des spécificités de l'économie qui, parmi les sciences sociales, s'enorgueillit d'être une discipline « à agrégation », au même titre que le droit, la médecine et (plus récemment) la gestion et les sciences politiques. C'est là un héritage du « Moyen Âge » de la discipline, celui où il convenait d'affirmer par une reconnaissance institutionnelle son sérieux et sa respectabilité. Il a perduré, résistant à tout, même et y compris à la mise en place de la loi dite LRU (relative aux « libertés et responsabilités des universités »), pourtant censée donner de l'autonomie aux établissements en matière de recrutement <sup>[12]</sup>. Ce concours d'agrégation est centralisé au niveau national et il est en fait la voie presque unique, en France, d'accession au grade de professeur <sup>[13]</sup>. La moyenne d'âge des lauréats est très faible, de l'ordre de 34 ans. La composition des jurys est monocolore depuis plus de vingt ans à une exception près. Le jury est constitué de manière discrétionnaire par son « président », qui est nommé par le ministre de l'Éducation nationale. Ces dernières années, aucun théoricien non attaché à l'approche *mainstream* n'a été membre du jury, et la part des représentants de l'approche institutionnaliste (au sens très large) parmi les lauréats du concours n'a jamais été de plus de 1/20. L'agrégation du supérieur est donc depuis vingt ans (à une timide exception près) un concours qui ne se joue que dans le champ de l'approche formelle. L'approche institutionnaliste en est, de fait, exclue.

Cette tendance est désormais à peu près irréversible, sauf changement de structure, puisque vingt années de laminage institutionnel ont désormais assuré à une seule approche la capacité de décision concrète dans toutes les instances qui comptent pour ce qui concerne le collège des professeurs : CNU,

**LE TARISSEMENT DU FLUX  
DE SES PROFESSEURS MENACE D'UNE MORT  
CERTAINE L'APPROCHE INSTITUTIONNALISTE.  
ET LA MORT DU DÉBAT EN SCIENCES  
ÉCONOMIQUES MENACE SÉRIEUSEMENT  
LE DÉBAT DÉMOCRATIQUE, ET PAR VOIE  
DE CONSÉQUENCE LE PROGRÈS SOCIAL.**

**[12]** Il est assez piquant de constater que le cas particulier des disciplines à agrégation avait été supprimé de la première mouture, en juin 2007, puis opportunément repris à l'occasion de la seconde mouture (après négociation avec l'Unef visant à empêcher la liberté de fixation des droits d'inscription). Le poids des caciques de l'université a sans doute eu ici plus d'efficacité que les mois de perturbations qui ont obtenu, finalement, beaucoup moins de concessions !

**[13]** Selon les textes, une université peut réclamer un poste selon une autre voie (en promotion interne) selon le ratio de 1/9 : un poste par voie interne (avec qualification aux fonctions de professeur par le CNU) pour neuf par l'agrégation. Cette année le ratio est de 5 postes en France sur 50...



CNRS, Aeres... Au point justement de conduire à la mise au point d'une liste de revues qui exclut de l'excellence l'approche institutionnaliste. Ainsi l'approche formelle s'est-elle mise en situation d'autolégitimer sa domination en établissant un classement des revues scientifiques, qui, comme par effet de miroir, la renvoie à sa propre excellence.

Cela peut paraître anecdotique, et même assez comique. Ce n'est pas le cas, pour deux raisons qui s'enchaînent dans la suite de cet article. D'une part, le tarissement du flux de ses professeurs menace d'une mort certaine l'approche institutionnaliste. D'autre part, la mort du débat en sciences économiques menace sérieusement le débat démocratique, et par voie de conséquence le progrès social. C'est donc, bien que technique, une question politique centrale aujourd'hui.

### Vers une science économique monocolore

Cette brève (quoique fastidieuse) description du mécanisme de reproduction des économistes nous amène ainsi à quelques conclusions simples :

- la question centrale est celle de la reproduction à long terme des différents courants de pensée qui ont formé l'économie depuis Adam Smith ;
- cette question dépend au fond de la nature (pluraliste ou moniste) des instances de contrôle (CNU, CNRS, Aeres) ;
- la question du contrôle, en pratique, de ces instances dépend directement du flux de professeurs des universités appartenant à chaque courant de l'analyse économique ;
- ce flux est désormais tari pour ce qui est des économistes se situant dans l'approche institutionnaliste. Seule l'approche formelle produit des professeurs en France autrement que de manière anecdotique.

Si aucun mouvement structurel ne se produit qui redonne de l'air à l'approche institutionnaliste, celle-ci ne pourra se réanimer et sera progressivement étouffée. Elle s'éteindra donc avec l'actuelle génération de maîtres de conférences. Passé quelques années, faute de disposer de suffisamment de « rangs A », aucun laboratoire d'économie ne pourra se réclamer de cette approche, aucun jury de thèse ne pourra se tenir, aucun contre-pouvoir n'existera au sein des instances nationales. L'économie deviendra en effet une science « normale », monolithique, organisée autour de la seule analyse formelle, et ce pour des raisons non

pas intellectuelles, non pas scientifiques, mais purement « institutionnelles », liées à une bataille perdue (mais a-t-elle seulement été livrée ?) à l'intérieur des structures de production des « économistes ». C'est un cas d'école, d'une certaine manière, pour la sociologie de la science. C'est aussi sans doute la conséquence d'une certaine négligence des aspects institutionnels comme fondements du débat d'idées. Trop portée vers le seul débat intellectuel comme laboratoire de production des idées, l'approche institutionnaliste a peut-être négligé cet aspect de la construction du savoir. C'est enfin, très probablement, l'effet d'une domination politique du néo-libéralisme, plus enclin à comprendre la manière de poser les problèmes propres à l'approche formelle que d'appuyer l'approche institutionnaliste (dont les représentants historiques – Marx, Keynes, ou Polanyi – sont considérés comme antilibéraux). Tout cela relève de l'histoire et serait sans importance si la qualité du débat d'idées au sein des sciences économiques n'avait pas des incidences très directes sur la qualité du débat d'idées tout court.

**SI AUCUN MOUVEMENT STRUCTUREL  
NE SE PRODUIT QUI REDONNE DE L'AIR  
À L'APPROCHE INSTITUTIONNALISTE,  
CELLE-CI NE POURRA SE RÉANIMER  
ET SERA PROGRESSIVEMENT ÉTOUFFÉE.**

## L'Afep : des solutions pour sauver le débat d'idées

La question du pluralisme des approches en économie n'aurait en effet strictement aucun intérêt s'il ne concernait que les économistes, leur métier et leurs perspectives de postes et de coteuries. Nous ne sommes pas au temps de l'Inquisition, les bûchers ne seront pas rallumés, et les hérétiques de l'économie pourront tranquillement finir leur carrière dans l'anonymat complet : il n'y a pas mort d'homme ! L'ennui est que les différentes postures épistémologiques décrites s'articulent avec une représentation différente de l'intervention du politique dans l'économie, et ce, en raison, précisément, d'une conception différente du processus économique. La disparition du courant d'idées formant l'approche institutionnaliste crée un risque sérieux d'affaiblissement du débat d'idées pour qui pense, par exemple, que le capitalisme n'est pas seulement ni même d'abord une économie de marché libre <sup>[14]</sup>.

**[14]** Précisons d'emblée, pour éviter tout faux débat, que ces préconisations politiques ne sont pas organisables selon un axe droite-gauche. Il existe des politiciens conservateurs, situés à droite, séduits par l'approche institutionnaliste (le gaullisme en est un exemple). Il existe des politiciens réformateurs, situés à gauche, libéraux, et persuadés du bien-fondé de l'approche formelle (le blairisme en est un exemple).

## Pour une économie pluraliste

Un exemple frappant des vertus du pluralisme nous a été apporté par la crise économique récente. Celle-ci est en effet apparue





comme un cinglant démenti d'une pensée économique dominée par l'approche formelle (comme sans doute d'autres crises ont pu jouer ce même rôle pour l'approche institutionnaliste). André Orléan soulignait en 2010 (lors du colloque des « économistes atterrés ») qu'il était « *rare de voir un corps de doctrine se tromper aussi massivement* » que la doctrine dominante en économie avant la crise. Le procès des économistes qui s'est ensuivi est parfaitement légitime : ils ne servent à rien s'ils ne parviennent pas à prévenir pareil effondrement économique et social... et ils coûtent cher !

La crise avait pourtant été annoncée par de nombreux économistes, depuis une bonne dizaine d'années : des régulationnistes, des keynésiens, des socio-économistes, des marxistes annon-

çaient l'imminence d'une crise de suraccumulation financière liée à une déformation de la valeur ajoutée en faveur des revenus du capital (et principalement des dividendes) et, à l'intérieur de la part salariale, en faveur des salariés aisés. Ces faits étaient connus, commentés, débattus dans le champ « institu-

tionnaliste », qui disposait du logiciel intellectuel pour les transformer en prédiction de crise. Mais ces économistes n'ont pas été entendus. Ils étaient rendus inaudibles par le contrôle du champ de l'économie par l'approche formelle et n'ont de ce fait pas été, du tout, écoutés. Il y a donc bien un problème « informationnel » chez les économistes, et il faudrait sans aucun doute revoir leur gouvernance<sup>[15]</sup>. Pourtant, strictement rien n'a changé, depuis, dans cette petite communauté qui s'est repliée sur elle-même en attendant des heures meilleures.

Naïvement, en effet, nous aurions pu prévoir que l'ordre des revues considérées comme excellentes (et dont aucune n'avait prédit la crise) soit remis en cause au profit de revues qui abritaient des chercheurs annonçant les problèmes à venir... Il n'en a rien été. *A minima*, on devait sans doute s'attendre à ce que le choix symbolique et important du jury d'agrégation fasse la part belle aux chercheurs du courant « institutionnaliste », auréolés d'une certaine capacité à avoir prédit et compris la crise. Au contraire, formidable pied de nez au réel et aux attentes sociales, le premier jury d'agrégation du supérieur d'après-crise

### IL FAUT REVIVIFIER LE DÉBAT.

UNE ÉCONOMIE REPLIÉE SUR UNE SEULE  
LIGNE DOCTRINALE NE DISPOSE PLUS  
DES RESSORTS INTERNES PERMETTANT  
SA REMISE EN QUESTION RAPIDE.

[15] Comme le souligne Roger Guesnerie [2010] : « Certes, on peut plaider la mise en examen de la théorie économique. En avalisant une vision très optimiste du fonctionnement des marchés financiers, elle a contribué largement à renforcer la confiance d'un milieu peu porté au doute, et par là à accentuer les méfaits de son imagination... et la timidité de la régulation. Mais la critique doit porter sur l'ensemble du dispositif intellectuel en place, et non sur ses seuls outils. »

(en 2010, donc) fut constitué pour presque un tiers (2 sur 7) de membres non économistes mais mathématiciens, appliquant leur connaissance mathématique à la finance de marché... qui venait en effet de prouver sa valeur scientifique ! Ce faisant, le message envoyé est clair : « Surtout ne changeons rien à nos pratiques, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ! » Il faut au contraire revivifier le débat pour que les signaux d'alerte extérieurs révélant l'inadéquation des modèles dominants aux besoins sociopolitiques soient entendus, intégrés et déclenchent des changements d'analyse. Une économie repliée sur une seule ligne doctrinale ne dispose plus des ressorts internes permettant sa remise en question rapide.

### **Pour une économie qui pense toutes les formes de l'intervention publique**

Les différences de perception des signaux de la crise tiennent à des conceptions différentes du déroulement du processus économique et, dès lors, de l'intervention politique.

Ainsi, de toute évidence, l'approche formelle n'était pas équipée pour interpréter correctement les signaux empiriques qui annonçaient la crise. Ses difficultés à prévoir la crise, la comprendre, la surmonter ne sont pas conjoncturelles mais structurelles. L'approche formelle, qui a d'indéniables capacités explicatives, raisonne en effet à partir d'une situation idéale dans laquelle le marché, en concurrence pure et parfaite, s'autorégule. Son architecture théorique l'amène, comme nous l'avons vu, à analyser le fonctionnement d'une économie à partir du comportement d'individus rationnels (depuis, donc, le niveau microéconomique) afin de comprendre quels aménagements du réel sont nécessaires pour obtenir des résultats meilleurs (étant donné qu'il est bien convenu que le réel est distinct de l'idéal marchand). Son point de départ « anthropologique » est celui d'un ensemble d'individus autonomes, qui ne sont pas socialisés autrement que par le jeu marchand, formant ce que l'on peut sans doute qualifier de « société de marché ».

Cette posture lui donne une expertise qui lui permet de préconiser des politiques économiques destinées à « combler » les défaillances de marché, de corriger des interventions mal calibrées de la puissance publique qui provoqueraient des déséquilibres, ou de plaider pour une redistribution permettant d'améliorer l'équité des dotations initiales ou des allocations



d'équilibre. En ce sens, la théorie formelle n'est pas par nature « libérale » ou « antiétatique ». Mais elle préserve le processus de production et de distribution primaire de toute intervention publique, et borne donc ses interventions à des mesures structurelles (d'organisation de marchés) ou correctives (intervention avant ou après le processus économique marchand, mais pas pendant). Elle met ainsi en avant la primauté de l'action et de la liberté individuelles servies par l'organisation marchande comme gages de l'efficacité économique. Elle n'est donc pas politiquement neutre : elle s'articule autour d'un triptyque « marché-rationalité-liberté » qui condamne l'intervention du politique dans le cours du processus économique. C'est en ce sens, fondamentalement, une pensée de l'autonomie (contrôle) de l'économie relativement au politique, et des choix individuels relativement aux structures sociales.

C'est pourquoi l'approche formelle n'appréhende pas spontanément les déformations du partage des richesses comme un problème économique mais plutôt comme un problème social qui peut être résolu par des transferts réalisés en amont et en

aval du processus marchand. C'est aussi pourquoi elle ne suppose pas que la monnaie « compte » au sens où il pourrait être utile de contrôler politiquement le financement de nos économies (au contraire, elle défend le principe d'une indépendance de la banque centrale, mieux à même d'assurer la neutralité de la

monnaie et donc la souveraineté des arbitrages individuels). Elle ne peut donc concevoir que la puissance du capital et son injonction à être efficace modifient le comportement des individus qui deviendraient « *homo oeconomicus* » puisque, au contraire, elle part de l'hypothèse qu'ils le sont « naturellement »...

**LA RECONNAISSANCE DU PLURALISME  
DES MANIÈRES D'ANALYSER L'ÉCONOMIE  
EST NÉCESSAIRE À L'ÉCLAIRAGE  
DU DÉBAT POLITIQUE ET À L'AVANCÉE  
DE NOS SOCIÉTÉS.**

On conçoit dès lors que cette approche ait eu du mal à interpréter les signaux macroéconomiques et macrosociaux de l'effondrement à venir, comme elle a sans doute du mal à saisir les risques économiques d'un effritement de la protection sociale, les limites naturelles de l'accumulation des moyens de production, même avec une forte dose de substitution capital technique-ressources naturelles, ou bien encore l'importance socio-économique de la distinction entre « cotisation » et « taxe », voire entre

« travail » et « marchandise »... Seule une approche disposant d'une logique macroéconomique autonome peut saisir l'importance des déséquilibres macroéconomiques et macrosociaux et leur articuler des préconisations de politiques économiques structurelles. C'est ce que propose l'approche institutionnaliste. L'approche formelle n'attrape donc pas toute la complexité du phénomène économique. C'est pourquoi son règne solitaire (comme probablement celui de toute autre doctrine théorique, y compris l'approche institutionnaliste) s'accompagnerait d'un très fort appauvrissement de la capacité de régulation politique de nos sociétés. La reconnaissance du pluralisme des manières d'analyser l'économie est nécessaire à l'éclairage du débat politique et à l'avancée de nos sociétés. Sa suppression, en cours, est une régression intellectuelle et morale.

C'est ce qui, en creux, donne de la vigueur au mouvement récent des « économistes atterrés »<sup>[16]</sup>. Le succès de leur manifeste vient de leur approche pluraliste. Un pluralisme qui les conduit à proposer une série de propositions politiques cohérentes et à dénoncer dix dogmes qui ne devraient pas en être, sauf à considérer le primat d'une analyse sur une autre. Sans ce pluralisme théorique, sans cette diversité de regard qui est menacée par la machine académique « moniste » en économie, il n'y aurait pas eu de « manifeste des économistes atterrés ».

**[16]** Voir par exemple, outre le manifeste lui-même (<http://atterres.org>), les entretiens accordés à la *Revue de la régulation* par deux de ses animateurs [Labrousse, Vercueil et Lamarche, 2010].

### Pour une économie ouverte aux sciences sociales

La seconde question essentielle dans le débat sur le pluralisme des méthodes et paradigmes au sein des sciences économiques est celui de l'ouverture aux autres sciences sociales. L'approche formelle met fondamentalement en avant la possible autonomie de la question économique, à partir de l'étude de la prise de décision rationnelle. Cela ne la prédispose évidemment pas à un travail en commun avec les sciences sociales. La pluridisciplinarité naturelle de cette approche se situe du côté des sciences logico-formelles, comme les mathématiques et la logique, ou bien encore (plus récemment) du côté des neurosciences et des sciences cognitives (en ce qu'elles ont pour objet le fonctionnement du cerveau et donc la prise de décision).

Or, il existe une longue tradition d'analyse des relations entre économies et sociétés qui porte précisément sur la très vaste question de l'encastrement de l'économie dans le social, et plus précisément, par exemple, sur les conséquences sociales



**IL EST TRÈS IMPORTANT QUE LES SCIENCES  
ÉCONOMIQUES NE SE REFERMENT  
PAS ENTIÈREMENT SUR UNE SEULE FORME  
D'INTERDISCIPLINARITÉ  
ET QU'ELLES DEMEURENT OUVERTES  
AUX SCIENCES SOCIALES AUTREMENT  
QUE DE MANIÈRE INSTRUMENTALE.**

du fonctionnement, même harmonieux, du capitalisme. Cette tradition se nourrit de la définition « substantive » de l'économie, qui situe d'emblée cette dernière dans le giron des sciences sociales. L'économiste, dans l'approche institutionnaliste, est donc d'abord un chercheur en sciences sociales qui s'est spécialisé sur les relations monétaires de production et d'échange. Sa trajectoire de réflexion croise en permanence les autres sciences sociales, non pas de manière périphérique mais par le cœur de celles-ci. La question des rapports entre acteur et structure, par exemple, mais aussi celles de l'organisation, de l'argumentation, de la performativité sont autant de questions que rencontre l'économiste institutionnaliste et qui ne lui appartiennent pas en propre. L'interdisciplinarité est donc pour lui évidemment et immédiatement tournée vers les sciences sociales.

Il est pour cette raison très important que les sciences économiques ne se referment pas entièrement sur une seule forme d'interdisciplinarité et qu'elles demeurent ouvertes aux sciences

sociales autrement que de manière instrumentale. Un tel débat prend une force particulièrement vive aujourd'hui en France, avec la redéfinition des programmes de sciences économiques et sociales (SES) au lycée, et plus généralement avec celui de la définition des cursus de formation des économistes durant leurs études supérieures<sup>[17]</sup>. L'Afep est au cœur de ce débat en ce qu'elle revendique, précisément, l'affirmation, non exclusive, de la pertinence d'une interdisciplinarité en sciences sociales battue en brèche ces dernières années.

Notre société et notre démocratie ont besoin d'une science économique pluraliste, qui propose des éclairages théoriques différents et des préconisations politiques variées, qui s'enrichisse, d'une part, de sa proximité avec la logique, mais aussi, d'autre part, de sa proximité avec les sciences sociales. Une science qui ne tranche pas en son sein, arbitrairement, les interrogations et controverses profondes quant au fonctionnement de nos économies et quant à ses retombées sociales, mais qui au contraire assume ces interrogations et permette que le débat démocratique s'en saisisse.

**[17]** Pour ce qui est des SES, voir le site de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (Apses : [www.apses.org](http://www.apses.org)) ; pour ce qui est du mouvement des étudiants regroupés dans le collectif PEPS-Economie (Pour un enseignement pluraliste dans le supérieur en économie), voir leur article dans ce numéro p. 49.

## Trois engagements concrets de l'Afep

L'Association française d'économie politique (Afep) <sup>[18]</sup> s'est constituée le 17 décembre 2009 et comptait, une année après, 450 membres, tous docteurs en sciences sociales (en sciences économiques à plus de 90 %). Nous avons voulu cette association au périmètre scientifique pour peser là où, pour les raisons exposées dans cet article, il nous semble urgent de peser : les règles du jeu académiques. L'Afep n'est pas une organisation politique ou syndicale, au sens où son périmètre d'action est beaucoup plus restreint. Elle ne vise pas non plus directement à produire des recommandations politiques, comme le « manifeste des économistes atterrés » <sup>[19]</sup>, au sens où, au moins dans un premier temps, elle concentre ses forces sur l'identification et la levée des verrous internes à la profession qui menacent fortement le pluralisme. En décembre 2010, lors de son premier congrès, qui a regroupé sur deux jours près de 300 participants dans les locaux de sciences-po à Lille, notre association a établi démocratiquement une feuille de route qui indique ses engagements pour 2011 selon trois axes programmatiques (voir encadré ci-dessous).

**[18]** Toutes les informations sur l'Afep sont disponibles sur l'excellent site [www.assoeconomiepolitique.org](http://www.assoeconomiepolitique.org).

**[19]** Bien que les économistes signataires de ce manifeste, dont l'auteur de cet article, soient très majoritairement membres de l'Afep. Une commission « Débat social » est d'ailleurs active au sein de l'Afep.



### Les engagements de l'Afep pour 2011

#### PREMIER AXE :

##### **l'évaluation de l'enseignement et de la recherche**

- a. Prendre en considération tous les engagements universitaires, pédagogiques et administratifs.
- b. Reconnaître le périmètre de revues le plus large possible.
- c. Traiter *a priori* toutes les revues à comité de lecture sur un strict pied d'égalité.
- d. Défendre l'importance du livre.
- e. Prendre en considération les participations à des ouvrages collectifs.

#### DEUXIÈME AXE :

##### **la suppression de l'agrégation d'économie**

- a. Obtenir la suppression de ce

concours inutile et rétrograde.

- b. Encourager la possibilité de promotions, notamment internes, fondées sur l'expérience et la qualité du dossier pédagogique et de recherche des enseignants-chercheurs, comme dans l'immense majorité des disciplines académiques.

#### TROISIÈME AXE :

##### **pour une nouvelle section au CNU et au CNRS**

- a. L'Afep se donne comme objectif la création d'une nouvelle section qu'elle souhaite intituler « Économie politique et sciences sociales ».
- b. Une assemblée générale de consolidation et de formalisation de cet engagement aura lieu en juin 2011.

Ces trois axes forment une philosophie d'ensemble qui conduit l'Afep à préconiser des changements de structure dans le champ de production des économistes, afin d'assurer le pluralisme des modes d'analyse. En ligne avec l'argumentaire développé dans cet article, l'Afep propose, dans ses deux premiers axes, des modifications des règles de certification des économistes qui nous semblent de nature à assurer le pluralisme.

Du point de vue de l'évaluation, l'Afep milite pour la prise en compte de l'ensemble des activités des enseignants-chercheurs, y compris et surtout de leurs tâches collectives, souvent mino-  
rées. Elle rejoint là – et débute un travail en commun avec – les autres organisations, en particulier syndicales, qui réfléchissent à ces modalités. Mais le point plus spécifique de son programme

est sans doute de placer l'accent sur la mise au point d'un périmètre de scientificité des revues qui ne comporte pas de classement et sur la défense des livres comme support scientifique. Autrement dit, l'Afep milite pour que les différentes instances d'évaluation s'alignent sur le travail de l'Aeres et ne produisent pas de « classement » des revues.

Un tel classement, en effet, nous semble être impossible à réaliser sereinement compte tenu de la diversité des approches et des paradigmes. Il est toujours à l'image d'un rapport de force que nous jugeons non souhaitable de transformer en « classement légitime ». L'évaluation doit laisser une part au jugement – subjectif – des pairs, et ne pas devenir une mécanique comptable stérile <sup>[20]</sup>.

Au-delà de cette question des articles, il s'agit de mener un combat important pour réhabiliter, en sciences économiques, le livre, individuel ou collectif. Le livre est un média essentiel de la science économique, en particulier dans le cadre de l'approche institutionnaliste, qui ne se veut pas cumulative. La mode actuelle consistant à dénier le caractère scientifique d'un propos long, comme le permet un livre, et à ne valoriser que des formats courts, celui d'un article, joue incontestablement un rôle profond dans le morcellement des connaissances économiques, l'hyper-spécialisation, la balkanisation des savoirs et l'absence de « discours général » des économistes académiques. Ni Keynes,

### LA MODE ACTUELLE CONSISTANT À DÉNIER

LE CARACTÈRE SCIENTIFIQUE D'UN PROPOS  
LONG, COMME LE PERMET UN LIVRE, ET À NE  
VALORISER QUE DES FORMATS COURTS, CELUI  
D'UN ARTICLE, JOUE INCONTESTABLEMENT  
UN RÔLE PROFOND DANS LE MORCELLEMENT  
DES CONNAISSANCES ÉCONOMIQUES.

[20] Sur ce point, l'Afep rejoint une récente motion de membres de la section 5 (sciences économiques) du CNU dénonçant la pression de l'approche bibliométrique.

ni Smith, ni Ricardo, ni Walras, ni Schumpeter ne seraient aujourd'hui considérés comme de bons économistes si on leur appliquait les critères actuels : ont-ils à ce point démerité ?

La même logique guide notre dénonciation du concours d'agrégation, qui opère comme une instance de reproduction exclusive du courant dominant et qui nous semble être dénué de toute vertu. La moyenne d'âge des lauréats du concours, autour de 34 ans, ne permet pas de reconnaître l'« expérience » comme une des qualités du chercheur en sciences sociales, et joue de manière clairement désincitative une fois l'agrégation obtenue. Les modalités de constitution du jury (nomination par le gouvernement, puis constitution discrétionnaire) nous semblent d'un autre âge. Les résultats en termes de pluralisme nous semblent catastrophiques. Autrement dit, rien n'est vertueux dans ce concours qui, de plus, ne nous semble d'aucune utilité. On cherchera en vain des raisons intellectuelles ou scientifiques de cette spécificité des sciences économiques dans le champ des sciences humaines et sociales... et plus encore dans le champ des sciences en général <sup>[21]</sup>. Le concours perdure par tradition. Il est sans doute légitime de se demander pourquoi ! Des modalités communes du passage de maître de conférences à professeur fondées sur l'étude du dossier par le CNU et par l'ouverture de postes aux concours en fonction des demandes des universités (comme cela se passe dans les autres disciplines) semblent légitimes et faciles à mettre en œuvre. A condition, bien sûr, que la section du CNU fonctionne de manière pluraliste...

**[21]** Seules 6 sections sur les 76 que compte le CNU (en dehors des subdivisions propres à certaines disciplines : médecine, théologie, odontologie, qui, comptabilisées, porteraient le nombre à plus de 100) disposent d'une agrégation. Elles résultent du secteur de l'éco-droit : droit (3 sections), sciences politiques, et gestion et économie.

C'est cette interrogation qui a progressivement conduit l'Afep à envisager la constitution d'une nouvelle section CNU, « économie politique et sciences sociales ». Cette proposition, clivante, est aussi, pour ce qui nous concerne, un constat d'échec des débats menés au sein de la communauté des économistes sur la nécessité du pluralisme. L'accord de façade cache en fait un raidissement notable des tenants d'une science « normale » se constituant sur les fondements de la seule approche formelle. Ce raidissement a conduit à un éloignement progressif des approches formelles et institutionnalistes. Il a conduit l'économie à se fermer progressivement à des coopérations intellectuelles de fond avec les autres sciences sociales et à se couper progressivement du débat public portant sur le fonctionnement concret du capitalisme. Ces deux points, questionnement d'économie politique et rapport aux sciences sociales, doivent retrouver





des lettres de noblesse. Or, les modèles épistémologiques ont divergé, et ces deux approches ont à peu près complètement cessé de dialoguer ensemble. Elles forment maintenant deux modèles relativement indépendants et une certaine incompréhension règne entre les tenants des deux approches, au point de rendre très aléatoire l'évaluation des uns par les autres.

Une solution simple serait donc de prendre acte de ce divorce des façons de faire et de cette cassure de la communauté des économistes en subdivisant la section 5 en deux sections : l'une, dévolue à l'approche formelle, l'autre, aux approches institutionnalistes au sens large. Comme lors de toute rupture, certains économistes agnostiques se trouveraient sans doute tiraillés entre ces deux pôles. L'intitulé « économie politique et sciences sociales » aurait cependant vocation à accueillir tous ces agnostiques, dès lors que sa raison d'être et sa philosophie profonde sont l'acceptation de la diversité des approches et la valorisation d'une économie ouverte non seulement aux autres sciences sociales, mais aussi et surtout aux attentes sociopolitiques.

Ces trois engagements précis forment une feuille de route permettant de rétablir les conditions d'existence du pluralisme en économie et donc d'une respiration politique de la cité. Le projet de l'Afep n'est pas, en ce sens, un projet corporatiste. Il se nourrit d'une forte conviction épistémologique et politique concernant les vertus du pluralisme, étayée dans cet article. Il est complet au sens où notre conviction est que la question du pluralisme doit se jouer dans la recherche, mais également dans la formation – point sur lequel nous rejoignons l'Apses et les différentes revendications étudiantes pour des formations pluralistes (relayées aujourd'hui par l'excellente initiative PEPS) –, et enfin dans le débat public, point qui est aujourd'hui remarquablement incarné par le mouvement des « atterrés » avec lesquels l'Afep entretient d'évidentes affinités intellectuelles et humaines (les membres actifs à l'initiative de l'Afep et des « atterrés » étant pour une large part les mêmes). Mais il se veut aussi opérationnel : nous pensons en effet que cette conviction épistémologique et politique n'est pas autoréalisatrice. Elle ne nous dédouane pas de produire, effectivement, les réformes structurelles profondes dans le domaine de la fabrique des économistes pour que cette science se remette à respirer. De notre point de vue, il y a urgence ! ■

## Bibliographie

**Guerrien, Bernard, 1989**, *La Théorie néo-classique. Bilan et perspectives du modèle d'équilibre général*, Paris, Economica (3<sup>e</sup> éd.).

**Guesnerie, Roger, 2010**, « Quelle est la responsabilité des économistes dans la crise actuelle ? », *La Lettre PSE*, n° 3, sept., p. 1.

**Keynes, John Maynard, 1933**, « Alfred Marshall », in *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. X : *Essays in Biography*, Londres, Macmillan/The Royal Economic Society, 1972.

**Labrousse, Agnès, Vercueil, Julien, et Lamarche, Thomas, 2010**, « Entretiens avec deux "économistes atterrés", Philippe Askenazy et André Orléan », *Revue de la régulation*, n° 8, 2<sup>e</sup> sem. (disponible sur <http://regulation.revues.org/index9053.html>).

**Levitt, Steven D., et Dubner, Stephen J., 2005**, *Freakonomics. A Rogue Economist Explores the Hidden Side of Everything*, New York, William Morrow.

**Mouchot, Claude, 1996**, *Méthodologie économique*, Paris, Hachette, coll. « HU Économie » (rééd. Paris, Seuil, coll. « Points Économie », 2003).

**Polanyi, Karl, 1957**, « L'économie en tant que procès institutionnalisé », in **Karl Polanyi, Conrad M. Arensberg et Harry W. Pearson (eds.)**, *Trade and Market in the Early Empires*, New York, The Free Press (trad. fr. *Les Systèmes économiques dans l'histoire et la théorie*, Paris, Larousse, 1975), p. 239-260.

**Postel, Nicolas, et Sobel, Richard, 2008**, « Économie et rationalité : apports et limites de l'approche polanyienne », *Cahiers d'économie politique*, n° 54, juin, p. 121-149.

**Postel, Nicolas, et Sobel, Richard, 2009**, « Institutionalism as the way of unification of the heterodox theories », *The Journal of Philosophical Economics*, vol. III, n° 1, automne.

**Robbins, Lionel, 1947**, *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, Paris, Librairie de Médicis (éd. orig. 1932).

**Say, Jean-Baptiste, 1803**, *Traité d'économie politique, ou Simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent ou se consomment les richesses*, rééd. Paris, Calmann-Lévy, coll. « Perspectives de l'économie – Les fondateurs », 1972.

